

Le PM inaugure la Résidence Lily de NHDC et s'engage à concrétiser des projets pour le bien-être de la population



Page 4



Campagne de promotion de la santé d'une journée lancée à Ebène

Page 4

Environnement

«Inaction climatique»: le Conseil d'État rappelle de nouveau à l'ordre le gouvernement français



Page 5

L'Allemagne va renforcer la lutte contre l'immigration illégale



Page 5

Donald Trump insulte une animatrice en direct



Page 5

Foot News



Neymar de retour à Barcelone, la vérité éclate

Page 8



Chris Smalling va signer un nouveau contrat (AS Roma)

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.15 Serial: Knight Rider
07.15 Film: All That I Am
08.46 Serial: Suits
09.30 Le Chemin Du Destin
10.00 A Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.45 Tele: Marimar
11.10 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.40 Sublime Mensonge
13.25 Tele: Love And Wealth

13.50 L'Envers Du Paradis
14.15 Serial: Timeless
15.21 Film: My Boss's Wedding
17.30 The Gardener's Daughter
18.31 Serial: Wagie Ki Duniya
18.55 Mere Dad Ki Dulhan
20.30 Film: It Happened One Night
22.15 Serial: Love And Wealth
22.39 Sublime Mensonge
00.15 The Gardener's Daughter



06.22 Local: Les Grandes Lignes
08.25 Local: An Eta Dalert
10.24 Local: J'ai Faim
10.59 Local: Groov'in
12.02 Local: Rodrig Prog
12.20 Local: Les Grandes Lignes
12.46 Local: Mots & Ecrits
15.01 Local: An Eta Dalert
15.14 Local: Rodrig Sa

15.40 Local: Groov'in
18.00 Le Chemin Du Destin
18.30 A Que No Me Dejas
19.00 Journal Kreol
19.30 Local: 13 Minit Natir Rodrig
20.00 Local: Animalia Nos Amis...
21.00 Local: Come On Let's Dance
22.00 Local: La Societe
23.00 Le Journee Televisé
23.20 Arsiv MBC No 210
23.45 Voyage Au Feminin
00.11 Local: Rodrig Prog



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.10 MBC Prod: Amrit Vaani
10.07 Serial: Agnipheera
12.00 Film: Kaun Jeeta Kaun Haara
Starring: Amitabh Bachchan, Amrish Puri, Aruna Irani...
14.00 Mag: DDI Mag
15.00 Live: Samachar

15.30 Bhagwan Ab Ho Kitne Door
16.00 Serial: Ishaaron Ishaaron Mein
16.30 Serial: Bhakharwadi
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Mati Ke Mol
19.29 Local: Khel Khiladi
20.00 Local: Shaan In Concert
21.00 Film: Mard Tangewala
22.29 Jijaji Chhat Par Hain
23.49 Yeh Teri Galiyan
00.14 MBC Prod: Mati Ke...
00.39 Local: Gulmohar Ki Chaon...



06.30 Mag: Shift
06.41 Mag: Carnet De Sante
07.28 Mag: Tomorrow Today
07.54 Mag: Saladeria
08.00 Doc: Volcano Stories
09.12 Doc: Smoothie Mania
09.57 Mag: Europe Revealed
10.40 Doc: The Trillion Tree Plan
11.13 Mag: Eco India

12.10 Mag: Border Crossing
12.38 Mag: Tomorrow Today
13.39 Doc: Volcano Stories
15.00 D.Anime: Denis et Moi
15.06 Les Blagues Et Toto
15.19 D.Anime: Splash And Bubble
15.31 D.Anime: Gummibar & Friends
15.48 D.Anime: Shezow
16.10 Inspecteur Gadget
16.31 D.Anime: Mondo Yan
16.43 D.Anime: Cleopatra In Space
17.06 Mag: Lab 360



14.25 Serial: Zindagi Mere Ghar Aana
15.00 Serial: Bade Acche Lagte Hai 2
15.26 Film: Kya Dil Ne Kaha
Starring Usshar Kapoor, Esha Deol, Raj Babbar, Nina Kulkarni, Rajesh Khanna, Smita Jaykar,

Ashok Saraf
18.31 Live: Samachar
18.31 Kundali Bhagya
19.01 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.01 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.01 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Yeh Teri Galiyan
22.59 Patiala Babes
23.29 Film: Kya Dil Ne Kaha

«Les Africains ont des raisons légitimes de réclamer plus d'espace dans les institutions internationales»

Si tout le monde s'accorde pour dire que l'Afrique devrait avoir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU ou au G20, les divisions demeurent sur la façon de s'y prendre, observe Marie de Vergès, journaliste au « Monde Afrique », dans sa chronique.

Manifestement, voilà un sujet sur lequel tout le monde tombe d'accord. Avec cinquante-quatre pays et près de 1,4 milliard d'habitants, l'Afrique doit faire davantage entendre sa voix dans la gouvernance politique et économique mondiale. En visite au Kenya début mai, le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'en est fait le héraut : l'Allemagne « soutient les efforts » visant à obtenir des sièges permanents pour l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU et une intégration de l'Union africaine (UA) au G20, a-t-il insisté.

Le dirigeant est loin d'être le premier à entonner ce refrain. Encore récemment, des personnalités aussi opposées que le président américain, Joe Biden, et le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, se sont prononcées en faveur d'une entrée de l'UA au G20. Seule l'Afrique du Sud représente aujourd'hui le continent au sein de ce groupe rassemblant les principales économies de la planète. Tout le monde est d'accord, donc, ce qui n'empêche pas le sujet d'être sur la table depuis déjà bien longtemps.

Au moins cette adhésion semble-t-elle désormais à portée de main. Rien de tel au Conseil de sécurité. L'idée d'un membre permanent africain a beau être portée par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et sa pertinence validée par plusieurs pays occidentaux, les dissensions entre grandes puissances, la difficulté de s'entendre sur un candidat africain et la volonté d'autres nations émergentes, en Asie ou en Amérique, de rejoindre l'organe suprême paralysent toute réforme.

L'Afrique n'est pas absente des instances multilatérales. Elle se retrouve même souvent au cœur des débats : principale destinataire des missions onusiennes de maintien de la paix ; première bénéficiaire des plans de sauvetage du Fonds monétaire international, une institution où ses pays détiennent seulement 6,5 % des droits de vote... Sans parler du sujet des dettes africaines et de leur restructuration,



qui, depuis des mois, occupe les membres du G20.

Rôle de spectateur

Le continent supporte mal d'être cantonné au rôle de spectateur de ses propres affaires. Une impression que peine à dissiper la présence de certains de ses « émissaires » à la tête de grosses institutions, comme l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus à l'Organisation mondiale de la santé, et la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala à l'Organisation mondiale du commerce.

Certes, le poids économique de l'Afrique peut sembler encore modeste. Son produit intérieur brut dépasse à peine celui de la France. Mais cette région est la plus jeune du monde et elle sera le moteur de la croissance démographique planétaire au cours des prochaines décennies. Elle est aussi le terrain d'une bataille d'influence entre les Etats-Unis, la Chine et d'autres nations industrialisées, alors que ses minerais pourraient jouer un rôle crucial dans la transition énergétique.

Les Africains ont des raisons légitimes de réclamer plus d'espace dans les institutions internationales. Et de s'agacer, pour certains, d'être traités à la façon d'un gros tout indifférencié et non d'un continent aux trajectoires diverses. Le président du Kenya, William Ruto, l'a exprimé à sa façon lors d'un événement de la Fondation Mo Ibrahim, organisé fin avril, à Nairobi, et consacré à la place de l'Afrique dans le monde : « Il n'est pas intelligent que cinquante-quatre présidents africains aillent s'asseoir devant un président d'un autre pays pour un sommet », s'est plaint le dirigeant, en référence aux multiples raouts Chine-Afrique, Turquie-Afrique ou Afrique-France.

Si le système multilatéral issu des accords de Bretton Woods échoue à lui donner plus de poids, le continent sera fondé à tenter de peser à travers d'autres forums, parfois conçus comme des contrepoids à l'Occident. Celui des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) par exemple, ce club de nations émergentes que plusieurs pays africains souhaiteraient rejoindre, selon l'Afrique du Sud, qui le préside cette année. Plus généralement, prévient le professeur d'études africaines Tim Murithi dans la dernière édition de Foreign Affairs, « jusqu'à ce que leurs intérêts et leurs préoccupations soient pris au sérieux, les gouvernements africains continueront à poursuivre une stratégie de non-alignement ».

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 15th June 2023, at 1.30 p.m.** shall take place before the Master's Bar situate at Supreme Court Building, Cr Edith Cavell and Desroches Streets, Port Louis, the Sale by Licitaton of the hereunder described immovable property viz:-

A portion of land of the extent of thirteen and a half perches (13.5 Perches) situated in the district of Rivière du Rempart place called Belle Vue Maurel (L'Amitié), together with a concrete house the whole morefully described in the deed transcribed in TV 1472/146.

The said portion of land is bounded as follows:-

"Du premier cote, par la portion de Dirajall Ujoodha, sur soixante neuf pieds six pouces,

Du deuxième cote, par un autre terrain appartenant a Gunput Ujoodha sur quatre vingt neuf pieds,

Du troisième cote, par l'axe d'un chemin mitoyen et commun sur soixante huit pieds huit pouces, et

Du quatrième cote, par Kheeroo Ujoodha, sur quatre vingt neuf pieds.

Le long de la premiere limite, cette portion de terre aura le droit de passage sur une bande de terre de dix pieds de large a travers la portion de Dhirajall Ujoodha et donnant acces sur un chemin de dix pieds de large qui aboutit a la route publique de L'Amitie

The said portion of land is residential.

Together with all that depends or forms part thereof without any exceptions or reservations whatsoever.

The said sale is prosecuted at the request of (1) Goorooduth RAMPERTAB residing at Poudre D'Or (2) Heirs of Laldeo RAMPERTAB namely (a) Widow Narvadah Ramrutty residing at Pumping Road, Bois Mangues, Plaine des Papayes; (b) Karuna RAMPERTAB, residing at Lataniers Lane, Belle Vue Maurel; (c) Natascha RAMPERTAB, residing at SSR Lane, Triolet; and (d) Ganesh RAMPERTAB, residing at Pumping Road, Bois Mangues Plaine des Papayes (3) Jasoodah RAMPERTAB, residing at Royal Road, Terre Rouge; (4) Bardoowaz RAMPERTAB, residing at Morcellement Allybaccus, L'Amitie, Rivière du Rempart; (5) Bhanno RAMPERTAB, residing at Avenue Pelican, L'Amitie, Rivière du Rempart; (6) Satyabarath RAMPERTAB, residing at Pumping Road, Bois Mangues, Plaine des Papayes; (7) Parbattee RAMPERTAB, residing at Royal Road, Roche Terre against Suresh RAMPERTAB residing at Royal Road, L'Amitie, Rivière du Rempart.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall be barred from such right.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis, this 9th day of May 2023

Mrs Brinda Kaniah

Of 2nd Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 20th July, 2023, at 1.30 p.m.** shall take place before the Master's Bar situate at New Supreme Court Building, Corner Desroches & Edith Cavell Streets, Port Louis, the Sale by Licitaton prosecuted at the request of Dayanand BALLOO against 1. Sweta RAMNARAIN FRANCOIS, 2. Heirs of late Kamini Bhai HANENDAH (a) Ww Laleene Bhaye RAGAVOODOO (born HANENDAH), (b) Neerwattee RAMA (born HANENDAH), (c) Heirs of late Devanand HANENDAH (i) Roshan HANENDAH, (ii) Yudish HANENDAH, of the hereunder described property, viz:- A portion of land being Lot No. 1 of extent of 3 perches situate in the district of Plaines Wilhems, place called Reunion and bounded as follows: - D'un cote, par un chemin commun sur cinquante cinq pieds, D'un second cote, par Lochun Khanee, sur vingt et un pieds, Du troisième cote, par Seewoo Mungur sur cinquante quatre pieds et du dernier cote, par le Lot No.3 sur vingt deux pieds and morefully described in a deed transcribed in TV 862

No. 110. There stands on the said portion of land a concrete house under slab comprising of a ground floor and first floor and all that depends or forms part thereof without any exceptions or reservations whatsoever, the whole morefully described in the said Memorandum of Charges. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall be barred from such right.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis, this 8th day of May 2023

Roshan RAIROOP

Suite No. 404, 4th Floor, Sterling Tower, 14 Poudriere Street, Port-Louis
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Jeewa-Daureeawoo lance le programme Family United

Le programme Family United a été lancé, par la ministre de l'Intégration Sociale, de la Sécurité Sociale et de la Solidarité Nationale, Mme Fazila Jeewa-Daureeawoo, au Centre de Formation du Groupe CIM à Port Louis.

Le programme de trois jours est organisé à l'initiative du Secrétariat national des drogues (NDS), en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et CIM Financial Services Ltd, et vise à transmettre des connaissances parentales et à renforcer les aptitudes et compétences. d'une soixantaine de travailleurs sociaux qui seront appelés à guider les parents dans la protection de leurs enfants contre le fléau de la drogue. Les participants recevront ainsi une formation intensive en face à face par deux experts en prévention de l'usage de drogues de l'ONUDC.

La Coordinatrice Résidente des Nations Unies (ONU) pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Simrique Singh, le Président du CIM CSR Fund Ltd, M. Tim Taylor, et d'autres personnalités étaient présents.

Dans son allocution, la ministre Jeewa-Daureeawoo a souligné l'engagement indé-



fectible du gouvernement à lutter contre le fléau de la drogue en prenant des mesures liées à la prévention, au traitement et à l'application de la loi. Ces mesures comprennent, entre autres, la mise en place : du Conseil national de lutte contre la drogue et le VIH ; la NDS ; le comité administratif des usagers de drogues ; et l'Observatoire national des drogues.

Elle s'est également appesantie sur le Mauritius Drug Control Master Plan 2019-2023 visant à renforcer les réponses aux problèmes liés à la drogue, et la loi sur les drogues dangereuses qui a été amendée pour consolider le cadre juridique du pays en matière de toxicomanie. La loi sur les enfants, a-t-elle observé, a également con-

solidé la loi concernant la protection des enfants et prévoit la responsabilité parentale, ce qui peut contribuer à résoudre le problème de la drogue à Maurice.

La ministre Jeewa-Daureeawoo a en outre souligné que le gouvernement met l'accent sur la réhabilitation et la réinsertion sociale des toxicomanes à travers le développement et la mise en œuvre d'une approche basée sur la santé et centrée sur la personne. À cette fin, a-t-elle déclaré, le traitement a été rendu plus accessible et des centres de réadaptation spécialisés ont été créés dans toute l'île pour lutter contre la toxicomanie et la toxicomanie.

Elle a en outre félicité CIM Finance et

l'ONUDC pour leur contribution à ce programme et a ajouté que la lutte contre le fléau de la drogue nécessite un partenariat et une coopération publics et privés renforcés.

Pour sa part, Mme Singh a réitéré l'engagement de l'ONU à soutenir les efforts du gouvernement dans sa lutte contre les drogues illicites en plaçant les personnes au centre de la réponse, en définissant des besoins clairs fondés sur des preuves, en donnant la priorité à la prévention et en se concentrant sur le rôle des familles. Elle s'est dite convaincue que l'approche holistique du gouvernement et ses efforts combinés avec le secteur privé et la société civile contribueront certainement à un développement plus sûr et plus sain des enfants.

Quant à M. Taylor, il a mentionné que CIM Finance fait de son mieux pour soutenir le gouvernement dans sa lutte contre le problème de la drogue. CIM Finance, a-t-il indiqué, à travers ses activités de responsabilité sociale des entreprises, tente de s'engager auprès de la communauté et d'aborder des projets sociaux visant à améliorer la vie et à construire un avenir meilleur.

Journée de l'Europe 2023 : l'ambassadeur Degert réitère le partenariat UE-Maurice pour les océans

L'importance du partenariat pour les océans entre l'Union européenne (UE) et Maurice a été soulignée, par l'ambassadeur de l'UE en République de Maurice, M. Vincent Degert, à l'Odysseo, Les Salines, à l'occasion de la Journée de l'Europe, annuelle tenue le 9 mai.

Une exposition de photos, comprenant des œuvres d'étudiants présentant des projets de l'UE entrepris à Maurice, était également au programme.

L'événement a été marqué par la présence du président par intérim de la République de Maurice, M. Marie Cyril Eddy Boissézon ; le Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Intérieur et des Communications extérieures, ministre de Rodrigues, des îles extérieures et de l'Intégrité territoriale, M. Pravind Kumar Jugnauth ; le ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Kavydass Ramano ; le ministre de l'économie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la navigation, M. Sudheer Maudhoo ; et autres dignitaires.

S'exprimant à cette occasion, l'ambassadeur Degert a rappelé que la Journée de l'Europe consistait à célébrer la paix et la solidarité, les valeurs de coopération et les principes de relations pacifiques et de multilatéralisme, inscrits dans la Charte des Nations Unies. Dans le contexte de nombreux défis tels que la guerre russo-ukrainienne, il a



parlé de l'importance de la paix dans un monde globalisé et interdépendant.

L'ambassadeur de l'UE a également insisté sur le partenariat de grande envergure entre l'UE et Maurice qui a été mutuellement bénéfique pour les pays et les citoyens. "Mes quatre années à Maurice m'ont montré que notre partenariat vieux de 52 ans n'a cessé de se développer pour couvrir un nombre croissant de domaines", a-t-il déclaré. "Ces domaines", a-t-il indiqué, "incluent les réformes du sucre et du textile, le développement des infrastructures, le com-

merce et l'investissement, le changement climatique et l'environnement, l'économie circulaire et l'agriculture intelligente, la bonne gouvernance et la préservation de la démocratie, et de nouveaux défis tels que la cybersécurité et désinformation."

Soulignant l'importance des océans pour les êtres humains, l'ambassadeur Degert a mentionné que l'UE et Maurice avaient travaillé ensemble pour la gestion durable et transparente des océans par le biais d'un accord de pêche et d'une participation à la Commission des thons de l'océan Indien.

La promotion de la sécurité maritime et portuaire, la préservation des écosystèmes et la sensibilisation des jeunes sur l'importance de la vie marine à travers divers projets et programmes ont été mis en exergue par l'Ambassadeur. "En regardant vers l'avenir, nous travaillons activement dans le domaine de l'économie bleue, un secteur qui recèle un immense potentiel", a-t-il déclaré.

Journée de l'Europe

La Journée de l'Europe, célébrant la paix et l'unité en Europe, marque l'anniversaire de la "déclaration Schuman" historique qui expose, il y a 73 ans, l'idée d'une nouvelle forme de coopération politique en Europe, qui rendrait la guerre entre les nations européennes impensable.

Le ministre de l'Éducation souligne le rôle de la technologie dans la scolarisation des élèves ayant des besoins spéciaux

L'utilisation de la technologie pour permettre aux élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux (SEN) de poursuivre leurs études avec plus de sérénité a été soulignée par la vice-première ministre, ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie, Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, ce matin, à la maison MITD à Phoenix.

La vice-première ministre rencontrait des apprenants ayant une déficience visuelle, des enseignants et des personnes-ressources participant à une session de formation de trois jours sur l'utilisation de BrailleNote, un appareil de prise de notes pour les personnes ayant une déficience visuelle.

La présidente de la Special Education Needs Authority (SENA), Mme Savitree



Oogarah ; le directeur du SENA, M. Deewakarsingh Authelsingh ; et d'autres personnalités étaient également présentes. Les personnes-ressources qui dispensent

une formation sur les diverses utilisations des appareils proviennent d'EdCIL (India) Limited, une société relevant du ministère indien de l'Éducation qui propose des services de gestion et de conseil dans tous les domaines de l'éducation, tant en Inde qu'à l'étranger.

La session de formation, qui a débuté hier, est organisée par le SENA, suite à l'acquisition de 14 BrailleNotes par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie. Rappelons que dans le budget 2021-2022, il a été annoncé que

BrailleNotes serait acquis pour les élèves du secondaire ayant une déficience visuelle sévère.

Dans une déclaration, Mme Dookun-Luchoomun est d'avis qu'avec l'utilisation de ces appareils, les élèves réussiraient certainement mieux. "Je suis heureuse que le SENA ait proposé une telle initiative et pour le soutien fourni", a-t-elle déclaré. Les personnes ressources ont également été remerciées pour leurs efforts.

La ministre de l'Éducation a encouragé les élèves participant à la session de formation à apprendre à bien utiliser les appareils. Elle a exprimé l'espoir qu'ils pourraient obtenir ces appareils afin qu'ils puissent les utiliser pour acquérir des connaissances et des compétences, et obtenir de meilleurs résultats scolaires.

Campagne de promotion de la santé d'une journée lancée à Ebène

Une campagne de promotion de la santé d'une journée, offrant des tests de dépistage gratuits des maladies non transmissibles (MNT) et sensibilisant aux mesures préventives et aux traitements médicaux associés, a été lancée par le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, au Bâtiment BM-MCCI à Ebène.

Le président de Business Mauritius, M. Jean-Pierre Dalais, et le Chief Executive Officer, M. Kevin Ramkaloan ; et le président de la Business Mauritius Provident Association (BMPA), M. Clément Cartier, étaient présents à cette occasion.

La campagne est une initiative de Business Mauritius en collaboration avec le ministère de la Santé et du Bien-être et est organisée dans le cadre de la célébration des 40 ans de la BMPA. L'événement comprend des services tels que le dépistage mammaire et cervical, un test d'électrocardiographie, des services ayurvédiques, une sensibilisation à l'importance de l'activité physique, une exposition sur les aliments sains et le don de sang.

Dans son allocution, le ministre Jagutpal a félicité Business Mauritius pour son engagement à assurer le bien-être de ses membres et de leurs employés grâce à son programme de soins de santé Mosante. "Le programme", a-t-il déclaré, "s'adresse aux petites et moyennes entreprises, en particulier à celles qui ne peuvent pas se per-



mettre d'avoir leur propre programme de soins de santé".

Il a souligné les efforts continus déployés par le gouvernement pour sensibiliser la population à la nécessité de prendre les précautions et les mesures nécessaires pour réduire les risques de souffrir de maladies non transmissibles. "Mon ministère", a-t-il déclaré, "fait de son mieux pour atteindre une population plus large en menant des campagnes de dépistage des maladies non transmissibles et de promo-

tion de la santé dans toute l'île ainsi que dans les entreprises privées et les hôtels".

Le ministre a souligné que Business Mauritius représentait plus de 1 200 entreprises locales et avait, à travers elles, une portée nationale, régionale et internationale, ce qui, selon lui, pourrait être bénéfique pour accroître la sensibilisation à la santé.

Il a en outre insisté sur l'importance des mesures préventives nécessaires telles que l'exercice quotidien, la consommation de

produits sains, une alimentation équilibrée et la détection précoce des maladies, qui pourraient contribuer à réduire les risques de MNT.

Le ministre de la Santé a appelé la population à rester vigilante et à prendre des précautions supplémentaires notamment pendant la saison hivernale, car une augmentation du nombre de cas de COVID-19 avait été constatée. Il a également exhorté les personnes âgées et les personnes souffrant de comorbidités à se faire vacciner et à éviter de sortir dans des endroits surpeuplés.

Pour sa part, M. Ramkaloan a indiqué que le BMPA, à travers le programme Mosante, fonctionnait dans un nouvel état d'esprit, à savoir la gestion des maladies et la conscience de la santé. "L'accent doit être mis sur la prévention plutôt que sur la guérison", a-t-il déclaré, tout en ajoutant que le BMPA contribuait de manière significative à l'amélioration des installations de soins de santé pour les employés des entreprises membres de Business Mauritius et leurs ayants droit.

Quant à M. Cartier, il a précisé que la BMPA était une association à but non lucratif créée en 1982, dans le but de fournir des couvertures santé et soins aux bénéficiaires. "La campagne", a-t-il dit, "permettra aux membres de s'attaquer et de traiter les MNT à temps, et de prendre soin de leur santé de manière proactive".

Le PM inaugure la Résidence Lily de NHDC et s'engage à concrétiser des projets pour le bien-être de la population

L'achèvement du projet Résidence Lily traduit l'engagement du gouvernement à assurer le bien-être de la population en actions concrètes. S'exprimant lors de l'inauguration de la Résidence Lily qui fait partie du complexe immobilier de la Wooton National Housing Development Company (NHDC), le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a renouvelé son engagement à travailler pour les besoins et le bien-être de la population. et à la hauteur de la confiance conférée au gouvernement pour diriger le pays.

Le projet est une collaboration conjointe de la Société nationale de développement du logement et du ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire. Le vice-Premier ministre, ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, ministre du Tourisme, M. Louis Steven Obeegadoo, et d'autres personnalités, dont le vice-président du gouvernement, M. Soobersingh Dhunoo et le secrétaire parlementaire privé, M. Gilbert Bablee, ont honoré l'événement.

Une plaque inaugurale a été dévoilée par le Premier ministre et les clés des logements sociaux ont été symboliquement remises à certains bénéficiaires par les dignitaires. La zone polyvalente du lotissement a également été inaugurée par Monsieur Jugnauth.

Dans son discours liminaire, le Premier ministre a souligné que la fourniture de logements sociaux décents aux membres les plus vulnérables de la population reste au cœur de l'agenda du gouvernement. Il a informé que depuis 2015 jusqu'à présent, le gouvernement a livré quelque 4 413 logements sociaux construits par la NHDC et 203 unités ont été achetées pour un total de 108 millions de roupies et livrées aux bénéficiaires de la National Empowerment Foundation.

En outre, M. Jugnauth a parlé de la détermination inébranlable du gouvernement malgré les impacts négatifs sans précédent à la suite de la pandémie de



COVID-19 et la hausse des coûts due aux tensions géopolitiques internationales en cours. Il a également exprimé sa gratitude au gouvernement indien pour avoir offert à Maurice le soutien financier pour la construction de 956 logements sociaux.

Le Premier ministre s'est appesanti sur le concept de logement mixte du gouvernement visant à favoriser l'intégration sociale de tous les groupes sociaux à travers le pays. Il a annoncé que 223 logements sociaux pour une somme de Rs 560 millions seront bientôt construits à La Valette, Bambous; 1 024 logements NHDC seront achevés d'ici 2024 et 50 logements seront construits à Agalega. Quant à l'objectif de 12 000 logements sociaux, il sera mis en œuvre prochainement par la New Social Living Development Limited en deux phases de 8 000 et 4 000 logements, a-t-il précisé.

En outre, le Premier ministre a évoqué d'autres programmes visant à aider les familles en difficulté dans leurs projets de construction, tels que le Building Materials Grant Scheme et le Roof Slab Grant Scheme, pour lesquels il a indiqué qu'une somme de Rs 781 millions a été déboursée pour aider certains 11 286 bénéficiaires à ce

jour.

Quant à DPM Obeegadoo, il s'est attardé sur les installations clés prises en charge dans le projet Résidence Lily, pour lequel un investissement de Rs. 617 millions ont été décaissés, à savoir : 282 logements de 66m2 avec parking privé, 71 places de parking pour les visiteurs, une

salle polyvalente, des espaces commerciaux pour supérettes, deux aires de jeux pour enfants, une piste de jogging de 500m, un terrain de pétanque, un amphithéâtre et un système d'arrêt d'autobus et de taxis pour les installations de navette. Au total, 28 logements ont été réservés aux bénéficiaires du NEF, a-t-il précisé.

M. Obeegadoo a également souligné que ce nouveau projet a pris en considération les besoins des personnes en situation de handicap, et à cet effet l'ensemble immobilier comprend 10 logements réservés aux ménages ayant des membres en situation de handicap au rez-de-chaussée et 10 places de stationnement réservées. Par ailleurs, dans un souci de respect de l'environnement, quelque 47 réservoirs d'eau pour la récupération des eaux de pluie ont été installés dans la cour du lotissement et 10 composteurs et bacs de recyclage ont été placés, a ajouté la DPM.

Il a soutenu la stratégie du gouvernement pour faire avancer des projets centrés sur les personnes et a affirmé que chaque décision et politique est prise en fonction du bien-être de la population.



Environnement

«Inaction climatique» : le Conseil d'État rappelle de nouveau à l'ordre le gouvernement français

Le Conseil d'État a exigé, mercredi, du gouvernement français, qu'il rende des comptes quant à la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, estimant que de nouvelles mesures étaient nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Le gouvernement français prié de prendre "toutes mesures supplémentaires utiles" pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Conseil d'État a exigé des autorités de nouveaux engagements en matière de climat d'ici un an, dans une décision publiée mercredi 10 mai, sur l'affaire de la commune de Grande-Synthe, sans toutefois imposer d'astreinte financière.

"Le Conseil d'État ordonne aujourd'hui au gouvernement de prendre de nouvelles mesures d'ici le 30 juin 2024, et de transmettre, dès le 31 décembre, un bilan d'étape détaillant ces mesures et leur efficacité", indique la haute juridiction administrative, suivant ainsi les conclusions du rapporteur public.

En 2019, la commune de Grande-Synthe (Nord) avait saisi le Conseil d'État pour "inaction climatique", estimant que sa ville, située sur le littoral et voisine de Dunkerque, était menacée de submersion.

La plus haute juridiction administrative lui avait donné raison en juillet 2021, laissant neuf mois à la France pour "prendre toutes mesures utiles" afin d'infléchir "la courbe des émissions de gaz à effet de serre" pour être en accord avec les objectifs de l'Accord de Paris (-40 % d'ici à 2030 par rapport à 1990).

Pas de garantie "suffisamment crédible"

"Le conseil d'État estime que, si des mesures supplémentaires ont bien été prises et traduisent la volonté du gouvernement d'exécuter la décision, il n'est toujours pas garanti de façon suffisamment crédible que la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre puisse être effectivement respectée", indique-t-il dans un communiqué.

La décision enjoint ainsi à "la Première ministre de prendre toutes mesures supplé-



mentaires utiles pour assurer la cohérence du rythme de diminution des émissions de gaz à effet de serre" avec la trajectoire de réduction que le pays s'est fixé.

"Les mesures prises ne démontrent pas un sursaut suffisamment marqué pour convaincre de l'atteinte des objectifs de 2030"

mais "l'effort nous paraît néanmoins notable", avait relevé le rapporteur public en présentant ses conclusions le 12 avril, dans une affaire où la ville de Paris compte aussi parmi les requérants aux côtés d'ONG (Notre affaire à tous, Greenpeace, Oxfam).

L'Allemagne va renforcer la lutte contre l'immigration illégale

Le chancelier Olaf Scholz et les dirigeants des 16 États-régions d'Allemagne, pays qui fait face à une hausse des arrivées de demandeurs d'asile et réfugiés, ont annoncé mercredi plusieurs mesures visant à lutter contre l'immigration illégale.

Accélérer les expulsions, mieux contrôler les frontières : les autorités allemandes ont décidé mercredi 10 mai de renforcer les mesures de lutte contre l'immigration illégale, dans un contexte de progression de l'extrême droite.

Le chancelier Olaf Scholz et les dirigeants des 16 États-régions ont annoncé plusieurs dispositions à l'issue d'une longue discussion. La hausse des arrivées de demandeurs d'asile et réfugiés met à l'épreuve les capacités d'accueil des communes, qui pressent l'État d'agir.

Sur les quatre premiers mois de l'année, 101 981 demandes d'asile ont été déposées en Allemagne, soit une hausse de 78 % par rapport à la même période en 2022. Par rapport à 2019, le nombre des arrivées a augmenté de 50 %. "Contrôler et limiter la migration irrégulière" est une priorité de l'Allemagne, a assuré Olaf Scholz lors d'une conférence de presse.

Modernisation du traitement informatique

Alors que la durée moyenne de traitement d'une demande d'asile est actuellement de 26 mois, les autorités veulent accélérer la procédure pour expulser plus rapidement les déboutés. Une modernisation du traitement informatique des dossiers doit contribuer à cette accélération.

Des changements réglementaires sont également prévus pour faciliter la mise en œuvre des expulsions : élar-



gissement de la possibilité de maintenir et d'ordonner la détention en vue de l'expulsion, la durée maximale de rétention en vue de l'éloignement du pays doit être portée de 10 à 28 jours.

Gouvernement fédéral et régions n'ont pas décidé d'instaurer à ce stade des contrôles permanents aux frontières avec les pays voisins mais ne l'ont pas exclu si besoin. Faisant référence aux contrôles déjà existants avec l'Autriche, Olaf Scholz a assuré : "En fonction de la situation, nous prendrons des mesures similaires avec d'autres pays riverains ou intensifierons les contrôles mobiles." La réintroduction des contrôles aux frontières dans l'espace Schengen de libre circulation n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles.

"Nouveaux partenariats migratoires"

Berlin mise aussi sur sa capacité à nouer de "nouveaux partenariats migratoires" avec les pays de provenance des étrangers : il s'agit de

"faciliter l'arrivée de personnel qualifié en provenance de ces pays, mais en contrepartie, de conclure des accords très clairs sur le retour" de ceux qui seront déboutés, a dit Olaf Scholz.

Ces décisions interviennent dans un contexte de hausse de l'extrême droite, en particulier en ex-RDA. Le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) est ainsi crédité d'environ 15 % des intentions de vote dans les sondages, contre 10,3 % obtenus lors des dernières élections générales en 2021.

L'Allemagne est devenue ces derniers jours le pays de l'Union européenne accueillant le plus d'Ukrainiens, avec plus d'un million de réfugiés. Leur accueil a eu des répercussions sur les logements et les places disponibles dans le système éducatif, font valoir les régions et municipalités, qui réclament une aide de l'État fédéral.

Cette bataille sur le financement de l'accueil a trouvé une issue provisoire avec l'engagement de l'État, mercredi, de verser un milliard supplémentaire aux Länder. Une solution à long terme doit être préparée par un groupe de travail et adoptée en novembre.

Les Länder veulent ainsi revenir à l'ancien système de paiement forfaitaire par l'État fédéral, qui augmente automatiquement en cas de hausse du nombre de demandeurs d'asile. Ils souhaitent aussi la prise en charge à 100 % – contre 75 % actuellement – de l'hébergement des réfugiés.

Mais le gouvernement d'Olaf Scholz, qui s'était déjà engagé sur le versement de 15,3 milliards d'euros cette année pour l'accueil des réfugiés, rechigne à remettre la main à la poche dans un contexte budgétaire tendu où les finances publiques sont déjà largement sollicitées pour endiguer les effets de la hausse des prix.

Donald Trump insulte une animatrice en direct

L'ancien président américain Donald Trump a été fidèle à lui-même pour sa première entrevue télévisée à CNN depuis 2016, enchaînant les attaques non fondées qui ont marqué sa présidence et insultant au passage l'animatrice.

Le milliardaire âgé de 76 ans a encore une fois refusé d'admettre qu'il avait perdu l'élection de 2020, tout en répétant allégrement sa fausse affirmation selon laquelle le scrutin avait été truqué.

Le candidat à l'investiture républicaine en vue de la prochaine course à la Maison-Blanche était en direct mercredi pour un échange télévisé organisé par CNN, pendant laquelle il a répondu aux questions d'électeurs du New Hampshire.

Il s'agissait de sa première apparition médiatique depuis qu'il a été reconnu responsable d'agression sexuelle, mardi, par un tribunal civil de New York.

Trump s'est d'ailleurs moqué de sa victime, l'autrice et journaliste E. Jean Carroll, tandis que le public riait et l'applaudissait. Il a répété qu'il ne connaissait pas cette femme, à qui il doit maintenant déboursier 5 M\$ en dommage et intérêt.

Corriger ses mensonges

Pendant toute la soirée, l'animatrice Kaitlan Collins a tenté de corriger en temps réel les faussetés proférées par Trump, mais elles étaient nombreuses.

Il est allé jusqu'à insulter la journaliste alors qu'elle le questionnait sur la présence de documents classés secrets à sa somptueuse demeure, à Mar-a-Lago.

Il lui a lancé « you are a nasty person », qu'on peut traduire en français par : vous êtes une méchante personne ou une personne désagréable.

La foule majoritairement républicaine a applaudi l'ex-président après sa réplique.

Trump a également rejeté la responsabilité de l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021 et a déclaré qu'il offrirait le pardon à un grand nombre des manifestants qui se sont introduits dans le Capitole ce jour-là.

Il évite des questions

Le candidat a refusé de répondre à quelques questions qui ne faisaient pas son affaire, notamment en restant évasif sur la question de savoir s'il signerait ou non une interdiction fédérale de l'avortement s'il remporte un second mandat.

Et il n'a pas voulu dire s'il souhaitait que l'Ukraine ou la Russie gagne la guerre, malgré l'insistance de la journaliste à obtenir une réponse claire.

Plus de 71 millions de déplacés internes dans le monde en 2022

Le nombre de nouveaux déplacés a, lui, bondi à presque 61 millions de personnes, certaines étant obligées de fuir à plusieurs reprises. C'est 60 % de plus qu'en 2021.

En 2022, 71,1 millions de personnes ont été enregistrées comme déplacées internes, un bond de 20 % par rapport à l'année précédente provoqué par les exodes massifs à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie mais aussi des inondations catastrophiques au Pakistan, selon un rapport conjoint de l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) et du Norwegian Refugee Council (NRC). Le nombre de nouveaux déplacés a, lui, bondi à presque 61 millions de personnes, certaines étant obligées de fuir à plusieurs reprises. C'est 60 % de plus qu'en 2021.

Ce nombre est « extrêmement élevé », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) la directrice de l'IDMC, Alexandra Bilak. « Une grande partie de l'augmentation est causée, bien sûr, par la guerre en Ukraine, mais aussi par les inondations au Pakistan, par les conflits nouveaux et en cours à travers le monde, et par un certain nombre de catastrophes soudaines ou lentes que nous avons vues depuis les Amériques jusqu'au Pacifique. »

L'année dernière, les nouveaux déplacements internes dus aux conflits ont grimpé à 28,3 millions, soit près du double par rapport à l'année précédente et trois fois plus que la moyenne annuelle de la dernière décennie.

Le nombre de déplacés internes en hausse

Au-delà des 17 millions de déplacements à l'intérieur de l'Ukraine, huit millions de personnes ont été chassées de chez elles par les inondations monstres au Pakistan. Et l'Afrique subsaharienne a enregistré environ 16,5 millions de déplacements internes, dont plus de la moitié en raison de conflits, en particulier en République démocratique du Congo et en Ethiopie.

Cette année, le nombre de déplacés internes devrait encore augmenter. Au Soudan, les combats qui font rage depuis la mi-avril ont déjà forcé plus de 700 000 personnes à fuir ailleurs dans le pays.

« Depuis le début du (...) conflit le plus récent en avril, nous avons déjà enregistré le même nombre de déplacements que pour toute l'année 2022 », a déclaré Mme Bilak. « De toute évidence, c'est une situation très instable sur le terrain. »

Même si des personnes sont forcées de fuir partout dans le monde, près des trois quarts des déplacés internes vivent dans seulement dix pays : la Syrie, l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Ukraine, la



Colombie, l'Ethiopie, le Yémen, le Nigeria, la Somalie et le Soudan (par ordre décroissant du nombre de déplacés internes).

Beaucoup de ces déplacés sont victimes de conflits qui durent depuis des années, mais les catastrophes naturelles sont responsables de la plupart des nouveaux déplacements internes. Elles ont forcé 32,6 millions de personnes à fuir en 2022. C'est 40 % de plus que l'année précédente.

Pour le secrétaire général du NRC, Jan Egeland, cet empilement de crises forment une « tempête parfaite ». « Les conflits et les catastrophes se sont combinés l'année dernière pour aggraver les vulnérabilités et les inégalités préexistantes, provoquant des déplacements à une échelle jamais vue auparavant », a-t-il déclaré dans un communiqué. Il a aussi dénoncé la crise alimentaire mondiale, rendue encore plus aiguë par la guerre en Ukraine, qui a « sapé des années de progrès ».

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (FAMILY DIVISION)

In the matter of :-

Lisa Juliette KLUSENER (born DARNÉ)
of Rue Carlos, Tamarin.

APPLICANT

V/S
Sean KLUSENER
of Port Elizabeth, South Africa.

RESPONDENT

In compliance with an order made on the 03/05/2023 by His Lordship, the Honourable N. F. OH SAN-BELLEPEAU, Judge of the Supreme Court, the abovenamed Applicant has been authorised to effect substituted service by way of publication.

TAKE NOTICE, you the abovenamed Respondent in order that you may not plead or pretend ignorance of same, that the Applicant has entered a case by way of Motion, before the above Court, praying for an Order granting the custody of the minor child Olivia Paige KLUSENER to the abovenamed Applicant.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that the above matter is coming for MENTION (Substituted Service) on Tuesday the 27th day June 2023 at 13.00 hrs, and that you the abovenamed Respondent, are most formally called and required to attend before the Supreme Court House (Family Division), situate at the New Supreme Court Building, cnr Desroches & Edith Cavell Streets, Port Louis, to show cause whether you intend to resist the said motion and if any, as to why the order prayed for, should not be granted.

Warning you that the above matter will be proceeded whether you be present or not.

Under all Legal reservations

Dated at Port Louis, this 10th day of May 2023

Me. Yogesh Bissessur
Of 3rd Floor, Astor Court, Georges Guibert Street,
Port Louis.
Attorney for the Applicant.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on Thursday the 01st day of June 2023 @ 13.00 hrs, shall take place before the Master's Court, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Desroches & Edith Cavell Streets, Port Louis, the Sale by Licitation of a portion of land of 400 square metres situate at Anse Goeland, Rodrigues which has been leased from the State of Mauritius for a period of 19 years as from 20/01/2006 to expire on 30/06/2025 as per lease agreement registered and transcribed at Rodrigues in Vol. TB ROD 70 No.45. "Towards the North by Lot No.1417003 on 21.75m; Towards the East by Lot No.1417013 on 23.00m; Towards the South by an access on 10.00m; Towards the West partly by reserves along an access on 23.25m and partly by surplus of State Land on 3.80m". There exists on the abovedescribed portion of land a concrete storeyed building provided with water and electricity supply and with all that may depend or form part thereof generally whatsoever without any exception or reservations. The house comprises the following:- The ground floor consists of:- A bed room, a living room, a kitchen, a toilet and a bathroom, a terrace, a garage. The first floor consists of 3 bedrooms, a living room, a kitchen, a bathroom and toilet and a terrace. Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. The said sale is prosecuted at the request Nathanael PASNIN of Fond La Digue, Rodrigues against Marie Diana Natacha LAM PO. All parties claiming a right to take inscription of Mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 08th day of May, 2023.

Me. P. NATHOO
Of No.10, Georges Guibert Street, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on 09th day of May 2023 has been filed at the Master's Office the Memorandum of Charges under and pursuant to which shall take before the Master's Bar, Master & Registrar of the Supreme Court of Mauritius, the SALE BY LICITATION, a portion of land of the extent of 181.35 m², being Lot No.2, situate in the district of Port Louis, place called Louis Xavier Street, and bounded according to a report of Mr Irsaad Nuckchady, Sworn Land Surveyor, dated 05/10/2000 and registered in Reg. LS 41 No. 5653, as follows:- Du premier côté, par un trottoir de cinquante centimètres (0.50m) de large longeant la Rue Louis Xavier (Ex Rue Little Bridge) un drain de soixante cinq centimètres (0.65m) de large entre sur huit metres et trente centimètres (8.30m); Du deuxième cote, par le lot No. 1 sur vingt deux metres et quarante cinq centimètres (22.45m); Du troisième cote, par Siddick Carrim et divers propriétaires sur une longueur totale mesurant sept metre et soixante deux centimètres (7.62m); Et du quatrième et dernier cote, par les Heritiers Ally Gaffoor et par Monsieur Ismael ou ayants droit sur une longueur totale mesurant vingt trois metres et vingt centimètres (23.20m). Together with a house partly in concrete under corrugated iron sheets and partly made up of and covered with corrugated iron sheets existing thereon and generally all that may depend thereon or form part thereof without any exception or reserves, the whole morefully described in title deed registered and transcribed in Volume 4663 No. 9 and the Memorandum of Charges. The said sale is prosecuted at the request of (1) Bibi Shenaz KURUMUTH, (2) Rosida Bibi KURUMUTH, (3) Sabila KURUMUTH, (4) Shamshad Begum KURUMUTH, (5) Muhammad Shafiq KURUMUTH and (6) Husna Banu KURUMUTH against Yasmina KURUMUTH, of 23, Little Bridge Street, Port Louis. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said immovable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 09th day of May 2023.

Me. H. B. ALLY ROJUBALLY
Of 501, Sterling Tower, 14, Poudriere Street, Port Louis.
PETITIONER'S ATTORNEY

LEGAL NOTICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Before the Master and Registrar thereof)

In the matter of:-

Development Bank of Mauritius Ltd
having its registered office situate at Chaussee Street,
Port-Louis.

Plaintiff

Versus

Mrs. Neetasha Devi RAMDOYAL (born RAMDHANY)
residing at Kashmir Road, Grand Gaube.

Defendant

TAKE NOTICE FOR THAT:-

TAKE NOTICE, You, Mrs. Neetasha Devi RAMDOYAL (born RAMDHANY), the Defendant in the above matter, residing at Kashmir Road, Grand Gaube, that the Plaintiff, Development Bank of Mauritius Ltd, intends to initiate a "Folle Enchere" proceeding before the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius, praying for the re-sale of the hereunder mentioned property, viz:- a portion of land of the extent of 39,760m², situate in the district of Savanne, place called L'Escalier together with one storey concrete building thereon, as morefully described in the Memorandum of Charges filed in the matter - Levy MOC 356/2016 - Sale No. 74/2017.

TAKE FURTHER NOTICE that the Notice commandement dated 03/05/2023 together with the Warrant for Payment dated 29/07/2021, have been posted up at your last known place of residence situate at Kashmir Road, Grand Gaube on 08/05/2023, as per an Order dated 21 April 2023.

TAKE ALSO NOTICE THAT in virtue of an Order made on the 21 April, 2023 by Her Ladyship, Honourable C. GREEN-JOKHOO, Judge sitting in Chambers, the Plaintiff has been authorized to effect substituted service of a notice commandement together with the warrant for payment and such other notices as may be required under the Sale of Immoveable Property Act upon the abovenamed Defendant as follows:- (i) by affixing a true and certified copy of the notice commandement together with the warrant for payment on the face of the door of her last known address situate at Kashmir Road, Grand Gaube; (ii) by way of publication in two dailies, one of which shall be 'L'Express' newspaper; and (iii) by leaving a true and certified copy of the notice commandement together with the warrant for payment with the father of the Defendant.

WARNING YOU, the above named Defendant that the "Folle Enchere" proceeding for the above mentioned property will be proceeded with before the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius on a day to be fixed by the above Court, whether you be present or not.

This publication is being made in virtue of an Order made on the 21 April, 2023 by Her Ladyship, Honourable C GREEN-JOKHOO, Judge sitting in Chambers.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 10th day of May, 2023.

Me. R. Bucktowonsing SA
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, Cr. Pope Hennessy and Suffren Streets, Port Louis.
Plaintiff's Attorney

SALE BY LICITATION

NOTICE is hereby given that on Thursday the 06th day of July, 2023 at 1.30 p.m shall take place before the Master's Court (Courtroom No. 23, 2nd Floor), New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the SALE BY LICITATION prosecuted at the request of Development Bank of Mauritius Ltd having its registered office situate at Chaussee Street, Port-Louis, hereacting as inscribed creditor of Mr. Marie Serge Regis JANHORRY of Boulet Rouge, Flacq and exercising all the rights and actions of its debtor in terms of Article 1166 of Code Napoleon in force in Mauritius against 1.- Mr. Marie Serge Regis JANHORRY; and 2.- Mr. Louis Francois JANHORRY - both residing at Boulet Rouge, Flacq, of the hereunder described immoveable property, viz: DESCRIPTION OF PROPERTY: DESIGNATION: Une portion de terrain situee au quartier de Flacq lieu dit Riche Mare, Boulet Rouge, Centre de Flacq de la contenance de deux cent dix neuf metres carres et cinquante six centiemes de metre carre (219.56 m²) (étant le lot No.1) et bornee d'apres un proces verbal de rapport avec plan figuratif dresse par Mons. Louis Maurice Dumazel, Arpenteur Jure le 12/05/1992 enregistre au Reg: L.S. 27/12446 comme suit: Du premier cote par Devika Seebarrun sur dix metres et quatre vingt huit centimètres (10.88m); Du second cote par Seemadree Yencadoo, une sortie de deux metres soixante centimètres (2.60m) de large entre commune aux quatre lots formant partie de la presente portion et donnant access a la Grand route sur vingt metres et trente quatre centimètres (20.34m); Du troisième cote par le lot No.2 sur onze metres et six centimètres (11.06m); et Du quatrième cote par Kreishnasawmy Yeerapen sur vingt metres et trente quatre centimètres (20.34m). Together with building existing thereon and all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever and the morefully described in deed transcribed in TV 2558/9 and Pin No. 1406050230 and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said immovable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 09th day of May, 2023.

Me. R. Bucktowonsing S.A
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, C/r Pope Hennessy & Suffren Streets, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Santé

Diabète de type 1 : des outils numériques pour faciliter la vie des patients

Le nombre de personnes vivant avec cette maladie ne cesse d'augmenter. Elle nécessite une gestion quotidienne parfois fastidieuse, notamment pour les jeunes adultes qui devront, à la fin de l'adolescence, apprendre en toute autonomie à vivre avec. Point positif, aujourd'hui de nombreux outils numériques leur sont totalement dédiés pour les accompagner.

Depuis le début des années 2000, le nombre de nouveaux cas de diabète de type 1 chez les enfants et adolescents croît de façon régulière, de l'ordre de 3 % à 4 % par an. Avec une apparition de plus en plus précoce, particulièrement chez les enfants de moins de 5 ans !

Qu'est-ce que le diabète de type 1 ?

« Cette pathologie entraîne la destruction des cellules présentes dans le pancréas et qui fabriquent une hormone essentielle pour la survie : l'insuline », explique le Pr Jean-Pierre Riveline endocrinologue-diabétologue à l'hôpital Lariboisière (Paris). « Dans les faits, les patients ont besoin d'avoir un traitement à vie, qui nécessite des injections d'insuline ».

L'observance thérapeutique constitue un précieux allié, dans la mesure où, poursuit le médecin, « en cas de manque d'insuline, la glycémie peut être très élevée et entraîner une hospitalisation en urgence. Ou au contraire descendre trop bas, avec un risque de coma ».

A plus long terme, lorsque la prise en charge n'est pas optimale et/ou le traitement n'est pas bien suivi, « le diabète de type 1 s'accompagne très silencieusement de complications dans tout le corps : les yeux, les reins, les jambes... ».

Indispensable observance

Le Pr Riveline pointe particulièrement la période de transition entre l'adolescence et l'âge adulte, au cours de



laquelle « le patient va prendre de l'autonomie ». Y compris dans l'administration de son traitement... « Souvent, ce passage s'accompagne d'une perte de suivi », constate-t-il.

Sportive de haut-niveau, Alizée Agier explique « avoir retranscrit la rigueur du haut-niveau dans la prise en charge de son diabète. Ça passe par des rappels, par de la technologie pour ne pas oublier de prendre son traitement ».

Face à cette maladie à la fois « complexe » – selon le Pr Riveline- et « contraignante », dicit Alizée Agier, l'intégration de solutions numériques pour accompagner les patients, revêt une importance capitale.

« L'apport des outils digitaux constitue une avancée majeure dans la prise en charge du diabète de type 1 », plaide le Pr Riveline. « La connectivité et la digitalisation aident à diminuer la charge mentale du patient et lui permettent de rompre son isolement ». Un bon point pour l'amélioration de sa qualité de vie, dans son ensemble.

Moins de charge mentale

Avec également des bénéfices pour le médecin : « on

À cette température critique, les matières grasses d'origine animale ou végétale vont produire des composés toxiques et cancérigènes comme le benzopyrène ou l'acroléine donc.

Quelles huiles choisir ?

Pour cuire vos aliments, les huiles de macadamia, d'olive ou de noix de coco. Notamment pour leurs qualités nutritionnelles.

Privilégiez l'huile d'olive non raffinée et extravierge, c'est-à-dire issue du premier pressage à froid. Elle est de meilleure qualité, mais elle reste fragile pour la cuisson. Veillez à bien vérifier qu'elle ne « fume » pas !

L'huile de tournesol convient à tous les usages. Elle peut être utilisée pour la friture et les plats sautés. Seul problème, son point de fumée est assez bas. Sans oublier qu'elle n'est pas très bien équilibrée car elle contient trop d'oméga-6 et pas assez d'oméga-3.

L'huile d'arachide, peut également s'avérer utile pour cuisiner. Elle est très stable, et résiste bien à la cuisson, même à très haute température. En revanche, les huiles de noix, de noisette, d'argan et de soja, ne doivent pas surtout pas être chauffées.

aurait tendance à penser que les technologies tendent à déshumaniser la relation avec le patient », enchaîne-t-il. « Mais au contraire, elles nous aident aussi à mieux le connaître ».

Alizée Agier le confirme : « la gestion numérique des données en termes de glycémie, me permet d'être plus libérée. Je peux me reposer sur la technologie. Cela m'ôte de la charge mentale ». De quoi ainsi, appréhender ses échéances sportives avec davantage de sérénité.

Des outils dédiés aux patients

Le laboratoire français Sanofi propose un panel élargi de solutions numériques au service des patients vivant avec un diabète de type 1 pour leur faciliter la vie au quotidien. Comme Podcast Dialog' : une série de podcasts d'échanges entre un patient atteint de diabète et un expert. Ou encore Barnabé®, une application qui vise à accompagner les enfants et leurs parents dans le quotidien grâce à un petit ourson auquel ils peuvent s'identifier.

Ils peuvent également compter sur Diab'Voyage®, une application qui les aide dans leur gestion du voyage avant, pendant et après le séjour. Quant à l'appli, Glucocompteur, elle permet d'apprendre à équilibrer son alimentation.

Sanofi a également organisé en 2022 sa 1ère Masterclass Diabète réunissant médecins, patients et influenceurs pour échanger sur les bénéfices du sport et de la santé numérique.

Sanofi collabore également avec des entreprises développant des plateformes de télé-surveillance :

The Annual Delegates Conference

Registered Number 655 - The Annual Delegates Conference of the Confédération Syndicale de Gauche – Solidarité will be held on Saturday 10th of June 2023 at 4.00 p.m. at the seat of the General Workers Federation, Corner J.B Pitchen and James Russel Streets, Grand River North West.

Agenda:

1. Reading and approval of minutes of the last Annual Delegates Conference.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Secretary's Report.
5. Treasurer's report for the past accounting period.
6. Approval of estimates of receipts and payments for the current accounting period.
7. Election of members of the Executive Council.
8. Nomination of two Auditors.
9. Review the past work of the Confederation.
10. Plan future tasks.
11. Motions if any.
12. A.O.B.

With regards to agenda 7, 8 and 9 a ballot may be taken. Motions if any should reach the Secretary of the Confédération Syndicale de Gauche – Solidarité at James Russel Street, Grand River North West by latest one week before the Annual Delegates Conference. Letters of candidature for the election of members of the Executive Council should reach the Secretary, Confédération Syndicale de Gauche – Solidarité at James Russel Street, Grand River North West by latest 1st of June 2023.

Devianand Narrain
Secretary

The Annual General Meeting

Registered Number – 67. The Annual General Meeting and Election of the General Workshop and Other Workers Union will be held on Friday 9th of June 2023 at 3.00 p.m. at the seat of the General Workers Federation, James Russel Street, Grand River North West.

Agenda:

1. Reading and approval of minutes of the last General Meeting.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report for the year 2022.
5. Approval of estimates of receipts and payments for the year 2023.
6. Amendment of Rules.
7. Election of members of the Managing Committee.
8. Nomination of Negotiators.
9. Nomination of two Auditors.
10. Motions if any.
11. Review the past work of the union.
12. Plan future tasks.
13. A.O.B.

With regards to agenda 6, 7, 8 and 9 a ballot may be taken. Letters of candidature should reach the Secretary, General Workshop and Other Workers Union, James Russel Streets, Grand River North West by latest 1st of June 2023. Motions if any should reach the Secretary of the General Workshop and Other Workers Union at James Russel Streets, Grand River North West by registered post at latest one week before the Annual General Meeting.

Gary Jonathan Goder
Secretary

General Workers Federation

Registered Number 251 - Unions affiliated to the General Workers Federation are being informed that the Annual Delegates Meeting of the General Workers Federation will be held on Saturday the 10th of June 2023 at the seat of the Federation, James Russel Street, Grand River North West at 1.30 p.m.

Agenda:

1. Reading and approval of minutes of the last General Assembly.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's Report for the year 2022.
5. Approval of the statement of receipts and payments of the Federation for the year 2023.
6. Review the past work of the Federation.
7. Plan future tasks.
8. Election of members of the Managing Committee.
9. Nomination of two Auditors.
10. Nomination of negotiators.
11. Motion if any.
12. A.O.B.

With regards to agenda 8, 9, 10 and 11 a ballot may be taken. Unions are requested to submit their list of delegates to the Secretary at latest 1st of June 2023. Letters of candidature for the election of members of the Managing Committee should reach the Secretary at latest 1st of June 2023.

Motions if any should reach the Secretary of the General Workers Federation at James Russel Street, Grand River North West by latest one week before the Annual Delegates Conference

Devianand Narrain
Secretary

The Annual General Meeting

Registered Number – 194. The Annual General Meeting of the Union of Bus Industry Workers will be held on Thursday 8th of June 2023 at Unity House, Royal Road, Beau Bassin at 7.00 p.m.

Agenda:

1. Approval of the minutes of proceeding of the last Annual General Meeting.
2. Report from the President and Secretary.
3. Report from the negotiator.
4. Approval of the statement of Accounts of the trade union for the preceding year.
5. Approval of the estimates of receipts and payments for the current accounting period.
6. The ratification of the election of office bearers and members of the Executive Committee.
7. The appointment of two Auditors.
8. The appointment of negotiators.
9. Partial alteration of rules.
10. Motions if any.
11. The review of the work of the Union for the preceding year.
12. The planning of future tasks.
13. AOB.

Motions if any should reach the Secretary of the Union of Bus Industry Workers Union at James Russel Street, Grand River North West by registered post by latest one week before the Annual General Meeting. With regards to item 6, 7, 8 and 9 a ballot may be taken.

Alain Kistnen
Secretary

Ligue des champions

L'Inter remporte la première manche du derby face à l'AC Milan

L'Inter Milan a logiquement dominé l'AC Milan au stade San Siro (0-2), mercredi. Les Nerazzuri ont étouffé des Rossoneri en première période, avant que l'AC Milan ne tente de revenir dans le second acte – mais sans succès. Les Interistes prennent une option pour la qualification en finale de la Ligue des champions avant le match retour la semaine prochaine.

C'était un derby européen qui s'annonçait bouillant au stade San Siro, mercredi 10 mai. Pour cette demi-finale aller de la Ligue des champions, l'Inter Milan a dominé l'AC Milan (0-2) et a pris une sérieuse option pour la qualification en finale avant le match retour.

En ce début de rencontre, les Rossoneri de Stefano Pioli évoluent en 4-2-3-1 avec Olivier Giroud en pointe. Rafael Leao, incertain en raison d'une elongation à la cuisse droite le week-end dernier, est forfait. Les Nerazzuri de Simone Inzaghi démarrent, quant à eux, la rencontre en 3-5-2. Sur le front de l'attaque, Lautaro Martinez fait la paire avec Edin Dzeko, et Romelu Lukaku commence sur le banc.

Il y a beaucoup d'engagement dès le début du match, à l'image de cette semelle de Theo Hernandez sur Dumfries au milieu de terrain (1e). Les deux équipes sont bien en place et personne ne laisse d'espace à l'adversaire... jusqu'à ce que l'Inter allume la première mèche : après un coup-franc lointain de Dimarco dévié en corner, Calhanoglu tire le coup de pied arrêté magnifiquement repris de volée par Dzeko qui donne l'avantage à son équipe (0-1, 8e).

L'AC Milan n'a pas le temps de se remettre dans son match que l'Inter double la mise. Sur une perte de ballon au milieu de terrain, Dimarco excentré envoie une passe dans l'axe à l'entrée de la surface sur Mkhitarjan qui ajuste Maignan à bout portant (0-2, 11e). L'Inter réussit le début de match parfait. Les Nerazzuri ne sont



d'ailleurs pas loin de tripler la mise quelques minutes plus tard : la frappe de Calhanoglu s'écrase finalement sur le poteau. Dans la foulée, Maignan s'emploie pour repousser une nouvelle tentative de Mkhitarjan (16e).

Les Rossoneri sont étouffés par le système tactique de leur adversaire et ne parviennent pas à se créer d'occasions... À l'inverse, les quelques incursions interistes créent constamment du danger et ont déjà fait mouche deux fois. L'Inter maintient le même pressing sur son adversaire, qui ne parvient pas à sortir la tête de l'eau. L'AC Milan manque même de sombrer quand Martinez obtient un penalty sur une faute de Kjaer (31e). Mais l'arbitre, après avoir eu recours à la VAR, revient sur sa décision et annule le coup de pied arrêté.

Dans la foulée, Martinez de nouveau se présente à l'entrée de la surface de l'AC Milan et arme une frappe soudaine à rebond. Maignan est surpris et ne bouge pas, mais le ballon fuit de peu le cadre (34e). L'AC Milan tente une réaction en fin de première période, mais ses tentatives manquent de précision comme cette remise sur Giroud qui n'alerte pas Onana (45e+2). Après quatre minutes de temps additionnel,

c'est la mi-temps de ce derby européen à sens unique. L'Inter Milan domine logiquement l'AC Milan, il a même eu des occasions d'aggraver la marque. Les Rossoneri vont devoir changer des choses pour exister en seconde période.

L'AC Milan tente de revenir dans le match mais l'Inter maîtrise son sujet

La seconde période reprend. L'AC Milan n'a effectué aucun changement de joueur à la mi-temps, mais semble revenir des vestiaires avec de meilleures intentions à l'image de cette action (49e) : Diaz récupère le ballon et transperce l'axe interiste avant d'armer une frappe enroulée qui frôle le poteau d'Onana. C'est la première occasion nette pour les Rossoneri. Dans la foulée, Tonalì décale brillamment Messias qui arme une frappe excentrée pour tromper Onana, mais son ballon fuit le cadre (51e).

L'AC Milan semble retrouver des couleurs, mais l'Inter n'arrête pas de jouer pour autant. Sur une nouvelle occasion, Dzeko se retrouve seul dans la surface milanaise, mais il manque d'inscrire un doublé à cause d'une solide parade de Maignan (53e). Le gardien milanais maintient ses coéquipiers dans le match. L'AC Milan sem-

ble moins subir le match qu'en première période, mais peine à créer du danger dans la surface adverse. Les Rossoneri ont peut-être besoin de plus de fraîcheur pour revenir dans ce derby européen. Thiaw remplace Kjaer et Origi remplace Saelemekeers (59e).

Origi, tout juste entré, s'illustre rapidement et crée un décalage qui amène Tonalì à frapper dans l'axe d'une frappe de l'extérieur... Poteau sortant, Onana était trompé (63e). L'AC Milan rééquilibre enfin le match, mais c'est bien l'Inter qui mène au tableau d'affichage. Les Interistes sont d'ailleurs un peu dans la gestion – sans perdre en qualité – à l'image des deux changements de Dzeko et Dimarco (70e), deux hommes forts de la soirée remplacés par Lukaku et De Vrij. Puis Simone Inzaghi fait sortir deux autres artisans du bon match interiste : Calhanoglu et Martinez, remplacés par Gagliardini et Correa (78e).

L'Inter, qui n'a plus la mainmise sur le match comme lors du premier acte, reste malgré tout bien en place et à l'affût du moindre contre. À défaut d'étouffer leurs adversaires maintenant, les Nerazzuri temporisent les velléités des Rossoneri, qui ne parviennent plus à créer de danger. Messias tente tout de même une frappe, mais elle est déviée par un défenseur interiste, puis Onana s'en saisit sans difficulté au sol (81e). L'Inter gâche ensuite une occasion qui aurait pu mieux se conclure dans les pieds de Gagliardini (83e).

L'AC Milan manque aussi de précision, à l'image de ce coup-franc de Theo Hernandez qui passe largement au-dessus de la cage d'Onana (85e). Onana est aussi mis à contribution sur une frappe sans grand danger (90e+1). Que ce soit en attaque ou en défense, l'Inter est finalement le grand gagnant de ce premier derby européen. Rendez-vous dans une semaine pour la revanche.

Neymar de retour à Barcelone, la vérité éclate

Neymar et Lionel Messi de retour au FC Barcelone, le scénario totalement fou a été envisagé par la presse espagnole cette semaine. En effet, dans son édition de mardi, le Mundo Deportivo a évoqué l'option d'un potentiel come-back de l'international brésilien au Camp Nou. Sous contrat avec le Paris Saint-Germain jusqu'en juin 2027, le « Ney » est ouvert à un départ du club parisien, où son départ est autant souhaité par Luis Campos que par Nasser Al-Khelaifi. Les supporters partagent cette position et l'ont fait savoir à l'ancien crack de Santos en réclamant son départ... devant chez lui.

La Premier League est attentive à ce dossier et notamment Manchester United, Chelsea et Newcastle. A priori, il y a bien plus de chances que Neymar rebondisse en Angleterre plutôt que de revenir dans son ancien club. En effet, ce jeudi c'est le journal Sport qui fait le point sur le potentiel retour du n°10 parisien au FC Barcelone. Et pour le média, il est totalement impossible que ce transfert voit le jour. « Le nom de Neymar n'a jamais été sur la table dans l'esprit de Joan Laporta » indique le média.

Un retour de Neymar au Barça est impossible

Il faut dire que financièrement, il paraît impossible pour le club blaugrana de



boucler les retours de Lionel Messi et de Neymar la même année. Sportivement, son retour poserait également question. Certes, quand il portait les couleurs barcelonnaises, Neymar était l'un des meilleurs joueurs du monde mais en l'espace de six ans, la situation a bien changé. Le Brésilien n'est plus aussi performant et enchaîne les blessures et les polémiques extra sportives. S'il est d'accord pour le retour de Messi, idole de tout un peuple, Xavi est moins emballé par le retour de Neymar. Ce transfert ne verra donc pas le jour au grand dam du PSG, qui voit une première porte se refermer sans doute de manière définitive pour se débarrasser de sa star, recrutée 220 millions d'euros il y a six ans.

Chris Smalling va signer un nouveau contrat (AS Roma)

Le défenseur de l'AS Roma Chris Smalling est sur le point de signer un nouveau contrat avec le club italien, son agent étant apparemment en Italie pour finaliser l'accord. L'arrière central anglais devrait prolonger son séjour à l'AS Rome jusqu'en 2025, en attendant que quelques derniers détails soient réglés dans les prochains jours.

Selon certaines informations, l'agent de Smalling est arrivé en Italie pour finaliser les négociations et obtenir un nouveau contrat pour le défenseur de 31 ans. La prolongation de contrat, qui serait sur le point de faire l'objet d'un accord, permettra à Smalling de s'engager pour les quatre prochaines années avec l'AS Roma.

Le renouvellement imminent du contrat est une bonne nouvelle pour Smalling et le club, car il témoigne de leur confiance mutuelle. Depuis qu'il a rejoint l'AS Roma en 2019 en provenance de Manchester United, Smalling est devenu un élément essentiel du dispositif défensif de l'équipe, mettant en avant son expérience et ses qualités de leader.

Les performances de l'Anglais au cœur de la défense de l'AS Rome ont suscité les



éloges des supporters et des experts. Sa forte présence aérienne, sa capacité à lire le jeu et son sang-froid ont fait de lui une figure fiable de la ligne de défense. Les contributions de Smalling ont joué un rôle important dans la poursuite du succès de l'AS Roma dans les compétitions nationales et européennes.